

Rodez, le 9 janvier 2017

Déclaration liminaire :

Monsieur le Président,

La fin d'année 2016 a démontré le grand intérêt qu'avaient les agents des finances publiques pour leur avenir et ils se sont mobilisés à plusieurs reprises, tant en local qu'au niveau national.

Ces mobilisations sont ressenties comme bien légitimes, tant le soutien des usagers qui ont été rencontrés est unanime : « vous avez bien raison de nous informer, on vous soutient ! On ne veut pas être abandonnés. »

FO DGFIP continue donc dans la lancée en refusant les évolutions en pure perte de nos missions, qu'elles soient intra-départementales ou inter-départementales.

Pourtant, comme il faut être moderne, notre direction générale croit bon d'avancer expérimentation sur expérimentation ! Accueil personnalisé, pour éloigner une fois de plus l'utilisateur du Service Public, évolution de cartographie des RAN pour éloigner les agents d'une affectation localisée.

Et le malaise est d'autant plus grand que l'avenir des agents est bien morose :

- PPCR qui accentue les injustices pour l'évolution des carrières (carrières plus longues, perte financière imposée contre l'avis majoritaire des organisations syndicales)
- RIFSEEP qui individualise la rémunération, véritable carotte financière liée à la mission.
- Mobilité forcée : restructurations, abandon de missions, fusion de RAN ou de services.
- Fin des bonifications pour la notation, système pourtant mis en avant il y a très peu d'années !!!

FO DGFIP demande une fois de plus des moyens humains et financiers pour assurer les missions qui sont confiées à la DGFIP, l'arrêt des restructurations qui ne sont mises en œuvre que pour pallier les contraintes budgétaires, sans prise en compte des réalités du terrain.

Les représentants **FO DGFIP** 12.

